

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/20656]

**19 MARS 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant une troisième vague de programme de soutien aux hébergements touristiques dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021, article 51;

Vu le rapport du 12 février 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 19 février 2021 et 17 mars 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 février 2021;

Vu l'urgence motivée par le fait que les mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19 imposent le contingentement ou la suspension de certaines activités de nature culturelle, sociale, festive, folklorique, sportive, touristique et récréative ainsi que le contingentement ou la fermeture au public des opérateurs touristiques;

Que les opérateurs touristiques dont les activités ont été suspendues, restreintes ou annulées continuent à faire face à des frais d'entretien de leur infrastructure ou à des dépenses engagées avant les mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19;

Qu'ils sont confrontés à des absences de recettes qui entraînent des affaiblissements de trésoreries et des carences de liquidités;

Que les cessations de paiements auprès des créanciers des opérateurs touristiques, et leurs conséquences collatérales, sont imminentes, ce qui pourrait entraîner des situations insoutenables sur le plan économique;

Qu'il convient dès lors d'adopter des mesures urgentes en faveur des opérateurs touristiques afin de soutenir leur viabilité et ainsi éviter un impact massif sur l'économie wallonne par un effet de domino;

Qu'il importe de pouvoir verser ces aides dans les meilleurs délais et que l'urgence est donc justifiée;

Vu l'avis 68.907/4 du Conseil d'État, donné le 2 mars 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'article 51 du décret du 18 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021 consacre le principe selon lequel, dans les limites des articles de base concernés, des subventions pourront être octroyées, en ce compris les interventions cofinancées par les fonds européens;

Que sont expressément visées au sein du dispositif de l'article 51 les subventions relatives à la mise en œuvre de décisions du Gouvernement destinées à soutenir le secteur touristique dans le cadre de la crise liée à la COVID-19 par l'intermédiaire du Commissariat général au Tourisme;

Considérant la lecture combinée des articles 20 et 78 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles qui consacrent un pouvoir général d'exécution des décrets au Gouvernement wallon;

Qu'il convient, comme l'établit la jurisprudence de la Cour de Cassation, pour appréhender ce pouvoir général d'exécution, de se tourner vers l'esprit de la loi;

Qu'en l'espèce, le contexte du décret du 18 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021 est non équivoque en ce sens qu'il vise, notamment, à apporter du soutien aux entreprises, et notamment aux opérateurs touristiques, en difficulté en raison des mesures relatives à la lutte contre la COVID-19;

Considérant le Code wallon du Tourisme;

Sur la proposition de la Ministre en charge du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>.** — *Soutien aux associations de tourisme social reconnues par le Commissariat général au Tourisme pour les frais d'entretien de leurs infrastructures d'hébergement touristique pendant la période de fermeture et d'accessibilité restreinte au public obligatoire entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 mars 2021 à la suite des mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Commissariat général au Tourisme alloue une aide en faveur des associations de tourisme social visées à l'article 1<sup>er</sup>.D, 48°, du Code wallon du Tourisme, qui sont reconnues en vertu de l'article 313.D. du Code wallon du Tourisme à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour les frais d'entretien de leurs infrastructures d'hébergement touristique encourus pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 mars 2021 inclus durant laquelle ces hébergements ont vu leurs activités au public restreintes à la suite des mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19.

§ 2. Le montant de l'aide visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est calculé de manière forfaitaire selon la formule CA x EH x JF dans laquelle :

1° CA correspond à la capacité d'accueil maximale journalière en nombre de lits de l'ensemble des hébergements touristiques gérés par une association de tourisme social;

2° EH correspond à 1,25 €, considérée comme la part forfaitaire du prix de chaque nuitée payante couvrant les frais d'entretien de l'infrastructure des hébergements touristiques gérés par une association de tourisme social;

3° JF correspond au nombre de jours calendriers de fermeture obligatoire et d'accessibilité restreinte des hébergements touristiques gérés par une association de tourisme social entre le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et le 31 mars 2021, avec un maximum de 90.

CHAPITRE II. — *Soutien aux campings autorisés par le Commissariat général au Tourisme pour les frais d'entretien de leurs infrastructures pendant la période de fermeture au public obligatoire entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 mars 2021 à la suite des mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Commissariat général au Tourisme alloue une aide en faveur des campings visés à l'article 1<sup>er</sup>.D, 11<sup>o</sup> et 12<sup>o</sup>, du Code wallon du Tourisme, qui sont autorisés en vertu de l'article 202 D du Code wallon du Tourisme à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté ou lorsque le Commissariat général au Tourisme a adressé à l'hébergement touristique demandeur d'une autorisation un accusé de réception attestant du caractère complet de sa demande d'autorisation conformément à l'article 208.AGW, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Code wallon du Tourisme, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, pour les frais d'entretien de leurs infrastructures encourus pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 mars 2021 inclus durant laquelle les établissements ou partie des établissements ont été fermés au public à la suite des mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19.

§ 2. Le montant de l'aide visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est calculé de manière forfaitaire selon la formule  $CA \times EI \times JF$  dans laquelle :

1<sup>o</sup> CA correspond à la capacité des campings en nombre d'emplacements;

2<sup>o</sup> EI correspond à 1,25 €, considérée comme la part forfaitaire affectée à l'entretien de d'un emplacement de l'établissement;

3<sup>o</sup> JF correspond au nombre de jours calendriers de fermeture obligatoire de l'établissement ou de la partie de l'établissement entre le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et le 31 mars 2021.

Le montant de l'aide visée au paragraphe 1<sup>er</sup> ne peut être inférieur à 500 €.

CHAPITRE III. — *Soutien aux villages de vacances autorisés par le Commissariat général au Tourisme pour les frais d'entretien de leurs infrastructures pendant la période de fermeture au public obligatoire entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 7 février 2021 à la suite des mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Commissariat général au Tourisme alloue une aide en faveur des villages de vacances visés à l'article 1<sup>er</sup>.D, 53<sup>o</sup>, du Code wallon du Tourisme, qui sont autorisés en vertu de l'article 202 D du Code wallon du Tourisme à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté ou lorsque le Commissariat général au Tourisme a adressé à l'hébergement touristique demandeur d'une autorisation un accusé de réception attestant du caractère complet de sa demande d'autorisation conformément à l'article 208.AGW, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Code wallon du Tourisme, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, pour les frais d'entretien de leurs infrastructures encourus pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 mars 2021 inclus durant laquelle ils ont été fermés au public à la suite des mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19.

§ 2. Le montant de l'aide visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est calculé sur la base d'un montant forfaitaire de 1.000 € par unité de séjour autorisée au sein des villages de vacances au prorata du nombre de jours de fermeture obligatoire entre le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et le 31 mars 2021.

CHAPITRE IV. — *Soutien à destination des gîtes et meublés de vacances autorisés par le Commissariat général au Tourisme d'une capacité maximale supérieure à dix personnes pour les frais d'entretien de leurs infrastructures à la suite des mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19*

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Commissariat général au Tourisme alloue une aide forfaitaire en faveur des hébergements touristiques visés à l'article 1<sup>er</sup>.D 29<sup>o</sup>, a, b et c, et 35<sup>o</sup>, du Code wallon du Tourisme, d'une capacité maximale supérieure à dix personnes pour les frais d'entretien liés à ces hébergements touristiques encourus pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 mars 2021 inclus durant laquelle ces hébergements ont vu leurs activités au public restreintes à la suite des mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19.

§ 2. L'aide visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est accordée lorsque l'hébergement touristique visés à l'article 1<sup>er</sup>, 29<sup>o</sup> a, b et c, et 35<sup>o</sup>, du Code wallon du Tourisme, est autorisé en vertu de l'article 202.D du Code wallon du Tourisme à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté ou lorsque le Commissariat général au Tourisme a adressé à l'hébergement touristique demandeur d'une autorisation un accusé de réception attestant du caractère complet de sa demande d'autorisation conformément à l'article 208.AGW, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Code wallon du Tourisme, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 3. Le montant de l'aide visée au paragraphe 1<sup>er</sup> correspond à un montant forfaitaire de 2.500 € par hébergement autorisé.

Le montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est majoré de 500 € par tranche de capacité d'accueil de 10 personnes, de sorte que ce montant s'élève à :

Tranche de capacité d'accueil maximale (personnes)	Montant forfaitaire	Majoration	Montant octroyé
11 à 20	2.500 €	0 €	2.500 €
21 à 30	2.500 €	500 €	3.000 €
31 à 40	2.500 €	1.000 €	3.500 €
41 à 50	2.500 €	1.500 €	4.000 €
51 à 60	2.500 €	2.000€	4.500 €
61 à 70	2.500 €	2.500 €	5.000 €
71 à 80	2.500 €	3.000 €	5.500 €

Le montant de l'aide visée au paragraphe 1<sup>er</sup> ne peut être supérieur à 5.500 €.

CHAPITRE V. — *Disposition relative au non-cumul d'aides*

**Art. 5.** Aucun hébergement touristique visé aux chapitres 1<sup>er</sup> à 4 ne peut cumuler une aide octroyée par le présent arrêté avec une indemnité compensatoire octroyée par l'arrêté du 19 février 2021 relatif à l'octroi d'une intervention complémentaire en faveur des établissements fermés par décision dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19.

CHAPITRE VI. — *Modalités d'octroi des aides visées aux chapitres 1<sup>er</sup> à 4*

**Art. 6.** La demande d'octroi des aides visées au Chapitre 1<sup>er</sup> est introduite via le formulaire pré-rempli qui est adressé à l'asbl de tourisme social reconnue en exécution de l'article 313.D, du Code wallon du Tourisme. La demande d'octroi des aides visées aux Chapitres 2 à 4 est introduite via le formulaire pré-rempli qui est adressé au titulaire de l'autorisation. Elle est adressée soit par envoi postal, soit par envoi électronique au Commissariat général au Tourisme, aux adresses indiquées dans les formulaires.

Seules les demandes introduites au plus tard le 26 avril 2021 à 23h59 sont recevables.

Dans le cas d'un courrier postal, la demande adressée dans les formes et selon les modalités prévues par le formulaire, doit être introduite avant cette date, le cachet de la poste faisant foi.

Dans le cas d'une demande par courrier électronique, adressée dans les formes et selon les modalités prévues par le formulaire, l'envoi de ce courrier électronique constitue la date d'introduction de la demande.

Si les mentions complétées par le bénéficiaire dans le formulaire sont incomplètes, illisibles, ou irrégulières, la demande peut être considérée comme irrecevable par le Commissariat général au Tourisme.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de son adoption.

**Art. 8.** Le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 mars 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2021/20656]

**19 MAART 2021. — Besluit van de Waalse Regering houdende een derde golf van ondersteuningsprogramma's voor de toeristische logiesverstrekkingen in het kader van de gezondheids crisis COVID-19**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 18 december 2020 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2021, artikel 51;

Gelet op het rapport van 12 februari 2021, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 februari 2021 en 17 maart 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 februari 2021;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat de maatregelen van de federale overheid ter beperking van de verspreiding van het coronavirus COVID-19 de contingentering of de opschorting inhouden van sommige activiteiten met een cultureel, sociaal, feestelijk, folkloristisch, sportief, toeristisch en recreatief karakter evenals de contingentering of de sluiting voor het publiek van de toeristische operatoren;

Dat de toeristische operatoren waarvan de activiteiten werden geschorst, beperkt of afgelast, nog steeds te maken hebben met kosten voor het onderhoud van hun infrastructuur of met uitgaven die werden gemaakt vóór de maatregelen die de federale overheid heeft genomen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

Dat ze te maken hebben met het uitblijven van ontvangsten, waardoor het kasgeld vermindert en er een gebrek aan liquide middelen ontstaat;

Dat de stakingen van betalingen aan de schuldeisers van de toeristische operatoren en aanverwante gevolgen dreigen voor te komen, met eventueel ondraaglijke gevolgen op economisch vlak;

Dat bijgevolg dringende maatregelen aangenomen dienen te worden ten gunste van de toeristische operatoren om hun leefbaarheid te ondersteunen en te voorkomen dat er een massaal domino-effect op de Waalse economie ontstaat;

Dat het van belang is om dergelijke steun zo snel mogelijk te kunnen betalen en dat de dringende noodzakelijkheid daarom gerechtvaardigd is;

Gelet op advies nr. 68.907/4 van de Raad van State, gegeven op 2 maart 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat in artikel 51 van het decreet van 18 december 2020 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2021 het beginsel is vastgelegd dat, binnen de perken van de desbetreffende basisallocaties, toelagen kunnen worden toegekend, met inbegrip van door Europese fondsen medegefinancierde tegemoetkomingen;

Dat de bepalingen van artikel 51 uitdrukkelijk verwijzen naar toelagen betreffende de uitvoering van de beslissing van de Regering ter ondersteuning van de toeristische sector in het kader van de COVID-19-crisis via het Commissariaat-generaal voor Toerisme;

Gelet op de gecombineerde lezing van de artikelen 20 en 78 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, die aan de Waalse Regering een algemene bevoegdheid tot uitvoering van decreten verlenen;

Dat het aangewezen is, zoals in de rechtspraak van het Hof van Cassatie is vastgesteld, zich tot de geest van de wet te wenden om deze algemene uitvoeringsbevoegdheid te begrijpen;

dat het met name bedoeld is om steun te verlenen aan ondernemingen, en in het bijzonder aan toeristische operatoren, die moeilijkheden ondervinden als gevolg van de maatregelen ter bestrijding van COVID-19;

Gelet op het Waals Toerismewetboek;  
Op de voordracht van de Minister van Toerisme;  
Na beraadslaging,  
Besluit :

**HOOFDSTUK I.** — *Ondersteuning van de door het Commissariaat-generaal voor Toerisme erkende verenigingen voor sociaal toerisme voor de onderhoudskosten van hun infrastructuur voor toeristische logiesverstrekking tijdens de periode van verplichte sluiting en van beperkte toegankelijkheid voor het publiek tussen 1 januari en 31 maart 2021 als gevolg van de maatregelen van de Federale Overheid om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken*

**Artikel 1.** § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent het Commissariaat-generaal voor Toerisme steun toe aan de verenigingen voor sociaal toerisme bedoeld in artikel 1, 48°, van het Waals Toerismewetboek, die krachtens artikel 313.D van het Waals Toerismewetboek op de datum van inwerkingtreding van dit besluit erkend zijn, voor de onderhoudskosten van hun infrastructuur voor toeristische logiesverstrekking tijdens de periode van 1 januari 2021 tot en met 31 maart 2021 waarin deze logiesverstrekingen hun activiteiten beperkt hadden voor het publiek als gevolg van de maatregelen van de federale overheid om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken.

§ 3. Het bedrag van de in paragraaf 1 bedoelde steun wordt forfaitair berekend volgens de formule “CA x EH x JF” waarbij:

1° CA overeenstemt met de maximale dagelijkse opvangcapaciteit naar aantal bedden van de gezamenlijke toeristische logiesverstrekingen beheerd door een vereniging voor sociaal toerisme;

2° EH overeenstemt met 1,25 €, beschouwd als het forfaitaire deel van de prijs van elke betalende overnachting ter dekking van de onderhoudskosten van de infrastructuur van de toeristische logiesverstrekingen beheerd door een vereniging voor sociaal toerisme.

3° JF komt overeen met het aantal kalenderdagen van verplichte sluiting en beperkte toegankelijkheid van toeristische logiesverstrekingen beheerd door een vereniging voor sociaal toerisme tussen 1 januari 2021 en 31 maart 2021, met een maximum van 90.

**HOOFDSTUK II.** — *Steun voor de campings toegelaten door het Commissariaat-generaal voor Toerisme voor de onderhoudskosten van hun infrastructuur tijdens de periode van verplichte sluiting voor het publiek tussen 1 januari en 31 maart 2021 als gevolg van de maatregelen van de Federale Overheid om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken*

**Art. 2.** § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent het Commissariaat-generaal voor Toerisme steun toe aan de campings bedoeld in artikel 1, 48°, van het Waals Toerismewetboek, die krachtens artikel 202.D van het Waals Toerismewetboek op de datum van inwerkingtreding van dit besluit toegelaten zijn, of wanneer het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst heeft gestuurd naar de toeristische logies dat een vergunning aanvraagt, waarin wordt bevestigd dat de vergunningsaanvraag overeenkomstig artikel 208.BWR § 1, tweede lid, van het Waals Toerismewetboek volledig is, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, voor de kosten voor het onderhoud van hun infrastructuur gemaakt tijdens de periode van 1 januari 2021 tot en met 31 maart 2021 waarin de inrichtingen of een deel van de inrichtingen gesloten waren voor het publiek ten gevolge van de door de federale overheid genomen maatregelen om de verspreiding van COVID-19 te beperken.

§ 3. Het bedrag van de in paragraaf 1 bedoelde steun wordt forfaitair berekend volgens de formule “CA x EI x JF” waarbij:

1° CA komt overeen met de capaciteit van de campings in aantal plaatsen;

2° EI komt overeen met 1,25 €, beschouwd als het forfaitaire deel bestemd voor het onderhoud van een plaats van de inrichting;

3° JF komt overeen met het aantal kalenderdagen van verplichte sluiting van de inrichting of een deel van de inrichting tussen 1 januari 2021 en 31 maart 2021.

Het in paragraaf 1 bedoelde steunbedrag mag niet lager zijn dan 500 EUR.

**HOOFDSTUK III.** — *Steun voor de vakantiedorpen toegelaten door het Commissariaat-generaal voor Toerisme voor de onderhoudskosten van hun infrastructuur tijdens de periode van verplichte sluiting voor het publiek tussen 1 januari en 7 februari 2021 als gevolg van de maatregelen van de Federale Overheid om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken*

**Art. 3.** § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent het Commissariaat-generaal voor Toerisme steun toe aan de vakantiedorpen bedoeld in artikel 1.D, 53°, van het Waals Toerismewetboek, die krachtens artikel 202 D van het Waals Toerismewetboek op de datum van inwerkingtreding van dit besluit toegelaten zijn, of wanneer het Commissariaat-generaal voor Toerisme een bericht van ontvangst heeft gestuurd naar de toeristische logies dat een vergunning aanvraagt, waarin wordt bevestigd dat de vergunningsaanvraag overeenkomstig artikel 208.BWR § 1, tweede lid, van het Waals Toerismewetboek volledig is, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, voor de kosten voor het onderhoud van hun infrastructuur gemaakt tijdens de periode van 1 januari 2021 tot en met 31 maart 2021 waarin ze gesloten waren voor het publiek ten gevolge van de door de federale overheid genomen maatregelen om de verspreiding van COVID-19 te beperken.

§ 2. Het in paragraaf 1 bedoelde steunbedrag wordt berekend op basis van een forfaitair bedrag van 1 000 euro per toegelaten verblijfseenheid in vakantiedorpen naar rato van het aantal dagen van verplichte sluiting tussen 1 januari 2021 en 31 maart 2021.

**HOOFDSTUK IV.** — *Ondersteuning ten behoeve van de vakantieverblijven en gemeubileerde accommodaties gemachtigd door het Commissariaat-generaal voor Toerisme met een maximumcapaciteit van meer dan tien personen voor de onderhoudskosten van hun infrastructuur ten gevolge van de maatregelen genomen door de federale overheid om de verspreiding van COVID-19 te beperken*

**Art. 4.** § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent het Commissariaat-generaal voor Toerisme een forfaitaire steun toe aan de toeristische logiesverstrekingen bedoeld in artikel 1, 29°, a, b en c, en 35°, van het Waals Toerismewetboek, met een maximumcapaciteit van meer dan tien personen voor de aan deze toeristische logiesverstrekingen gebonden onderhoudskosten tijdens de periode van 1 januari 2021 tot en met 31 maart 2021 waarin deze logiesverstrekingen hun activiteiten beperkt hadden voor het publiek als gevolg van de maatregelen van de federale overheid om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken.



§ 2. De steun bedoeld in paragraaf 1 wordt toegekend wanneer de toeristisch logiesverstrekking bedoeld in artikel 1, 29° a, b en c, en 35°, van het Waals Toerismewetboek is erkend overeenkomstig artikel 202. D van het Waals Toerismewetboek op de datum van inwerkingtreding van dit besluit of wanneer het Commissariaat-generaal voor Toerisme aan de toeristische logiesverstrekking die een vergunning aanvraagt, een bericht van ontvangst heeft gestuurd waarin wordt bevestigd dat zijn vergunningsaanvraag volledig is overeenkomstig artikel 208.AGW, § 1, tweede lid, van het Waals Toerismewetboek, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

§ 2. Het bedrag van de in paragraaf 1 bedoelde steun stemt overeen met een forfaitair bedrag van 2.500 € per toegestane logiesverstrekking.

Het in lid 1 bedoelde bedrag wordt verhoogd met 500 euro per schijf ontvangstcapaciteit van 10 personen, zodat het bedrag het volgende bedraagt :

Maximale ontvangstcapaciteit (personen)	Forfaitair bedrag	Verhoging	Toegekend bedrag
11 tot 20	2.500 €	0 €	2.500 €
21 tot 30	2.500 €	500 €	3.000 €
31 tot 40	2.500 €	1.000 €	3.500 €
41 tot 50	2.500 €	1.500 €	4.000 €
51 tot 60	2.500 €	2.000 €	4.500 €
61 tot 70	2.500 €	2.500 €	5.000 €
71 tot 80	2.500 €	3.000 €	5.500 €

Het in paragraaf 1 bedoelde steunbedrag mag niet hoger zijn dan 5.500 €.

#### HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende de non-cumulatie van steun*

**Art. 5.** Geen enkele toeristische logiesverstrekking als bedoeld in de hoofdstukken 1 tot en met 4 mag steun die wordt toegekend krachtens dit besluit cumuleren met een compensatoire vergoeding die wordt toegekend krachtens het besluit van 19 februari 2021 betreffende de toekenning van een bijkomende tegemoetkoming ten gunste van de inrichtingen die per beslissing zijn gesloten in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19.

#### HOOFDSTUK VI. — *Nadere regels voor de toekenning van de steun bedoeld in de hoofdstukken 1 tot 4*

**Art. 6.** De aanvraag tot toekenning van de steun bedoeld in hoofdstuk 1 wordt ingediend met behulp van het vooraf ingevulde formulier dat aan de vzw voor sociaal toerisme wordt toegezonden die erkend is overeenkomstig artikel 313.D van het Waals Toerismewetboek. De aanvraag tot toekenning van de steun bedoeld in de hoofdstukken 2 tot 4 wordt ingediend met behulp van het vooraf ingevulde formulier dat aan de vergunninghouder wordt toegezonden. Ze wordt per post of per elektronische post naar het Commissariaat-generaal voor Toerisme gestuurd op de in de formulieren aangegeven adressen.

Enkel de aanvragen uiterlijk ingediend op 26 april 2021 om 23u59 zijn ontvankelijk.

In het geval van een post moet de aanvraag, geadresseerd in de vorm en op de wijze als voorzien in het formulier, vóór die datum worden ingediend, waarbij het poststempel geldt als bewijs van verzending.

In het geval van een aanvraag per elektronische post, geadresseerd op de wijze en in de vorm zoals voorgeschreven in het formulier, is de datum van verzending van de elektronische post de datum van indiening van de aanvraag.

Indien de door de begunstigde op het formulier ingevulde informatie onvolledig, onleesbaar of onregelmatig is, kan de aanvraag door het Commissariaat-generaal voor Toerisme als onontvankelijk worden beschouwd.

#### HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking daags na aanneming ervan.

**Art. 8.** De Minister bevoegd voor Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 maart 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/201348]

**15 OCTOBRE 2020. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 01 et 31 de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020**

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de Compétence,

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, notamment l'article 26;

Vu le décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020, notamment l'article 4;

Vu le décret du 14 octobre 2020 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020;